



Le 15 mai 2014

TOUS EN GREVE !

Pour les salaires, pour l'emploi, pour le service public !

Les motifs de mécontentement ne manquent pas, aux Finances Publiques du Val d'Oise, comme ailleurs : alors que les richesses augmentent, le gel du point d'indice et les suppressions (et vacances) d'emplois continuent.

Dans ce contexte déjà pesant, l'annonce d'un plan de 50 milliards de baisse des dépenses publiques est une provocation : les salaires des 5,5 millions de salariés des trois Fonctions Publiques (FP d'État, territoriale et hospitalière) devraient être bloqués jusqu'en 2017, ce qui ferait 7 ans de blocage, sans compter les années d'augmentations lilliputiennes ! (voir notre article sur les salaires dans notre journal le *Vilain Petit Canard*)

Le gouvernement et le patronat disent ensemble « les fonctionnaires coûtent cher » !

Avec les dernières mesures gouvernementales, les différentes aides aux entreprises (CICE, Crédit Impôt Recherche, exonérations de cotisations, défiscalisation) dépassent les 200 milliards d'euros. Et le dernier plan du gouvernement leur en promet bien d'autres !

Cet argent, qui est pompé sur les richesses produites, ne sert pas à embaucher, ni à augmenter les salaires, ni à financer la sécurité sociale, ou les services publics. Il est utilisé pour alimenter la finance, la spéculation, et les plus hauts revenus ! Ce ne sont pas les fonctionnaires, qui coûtent cher, ce sont ces dépenses qui finissent dans les poches des plus riches !

La politique de soi-disant baisse des dépenses publiques à venir vise à pérenniser ce système. Pas question de réduire les aides aux entreprises, ou de les assortir d'obligations d'embauches.

A la DGFIP, par exemple, cette politique se décline sous le nom de « démarche stratégique ». Dans le Val d'Oise, cette dernière n'a pas encore produit ses effets. Mais, le DDFIP du 95, que la CGT a interpellé sur ce sujet, nous a déclaré que de nouvelles fusions et de nouveaux regroupements de services étaient à l'étude pour être mis en œuvre prochainement dans le département (après les élections européennes ?...). Les différentes discussions que nous avons eues avec nos collègues lors de nos récentes tournées de services nous confirment que des projets néfastes sont en préparation. Au bout du compte, c'est des restructurations, des fermetures de sites, et de nouvelles suppressions d'emplois.

Le prétexte de la compétitivité

On nous annonce les économies présentes et à venir comme étant nécessaires pour donner de la compétitivité aux entreprises. Mais cette compétitivité sert de prétexte à baisser les salaires, à supprimer des emplois, du public comme du privé, à augmenter le temps de travail, ainsi que le chômage et les profits. Cette compétitivité, c'est une arme patronale contre les salariés !

Une mobilisation nécessaire

Aujourd'hui, la CGT et d'autres syndicats proposent une mobilisation de tous les fonctionnaires. C'est l'occasion de montrer collectivement, à un niveau bien plus important que celui de la seule DGFIP, que, face à ces politiques, nous relevons la tête, que le mécontentement d'une bonne partie de ceux qui créent les richesses est grand et que nous n'acceptons pas ce plan gouvernemental !

Le 15 mai, leurs économies sur notre dos, C'EST NON !

Cergy, le 2 mai 2014

Manifestation 14 heures à Paris place Denfert Rochereau